



PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Clermont-Ferrand, le 3 décembre 2019

Un comité de suivi associant l'ensemble des collectivités a été mis en place par la Préfète autour des conséquences des décisions annoncées autour du site MSD à Riom.

Un comité de suivi consacré aux conséquences de la restructuration du site MSD à Riom a été mis en place par la Préfète du Puy-de-Dôme ce lundi 2 décembre 2019. Il regroupe les parlementaires, la Région, le Département, la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans et la Commune de Riom. Un temps de rencontre avec les représentants de l'entreprise puis avec les représentants des salariés a été organisé à cette occasion.

Alors que les négociations relatives au PSE se déroulent dans le cadre réglementaire prévu par le code du travail, cette instance a pour principal objet de partager l'information avec l'ensemble des parties prenantes sur les démarches engagées pour préserver l'activité sur le site avec notamment la recherche de solutions de repreneurs.

La Préfète Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC a annoncé, à l'occasion de cette réunion, également que l'entreprise aurait une obligation de revitalisation du site à l'issue du PSE. Elle a indiqué :

« Les services de l'État sont totalement mobilisés dans le suivi des conséquences de la décision du groupe MSD et veilleront avec fermeté à ce que l'entreprise assume toutes ses responsabilités. »

Le 12 novembre 2019, la direction du site MSD de Mirabel, à Riom, a annoncé au Comité Social et Economique de l'entreprise un projet de réorganisation et de transformation du site destiné à répondre aux difficultés structurelles que connaît le Laboratoire MSD-Chibret, spécialisé dans la fabrication et le conditionnement de médicaments stériles.

Cette réorganisation se ferait en plusieurs phases avec dans un premier temps la fermeture des laboratoires du site riomois, puis la restructuration de la partie production, avant une éventuelle mise en vente du site. Ces décisions ont notamment pour conséquence la mise en place d'un Plan de sauvegarde de l'emploi avec la suppression de 207 postes (106 personnes du centre de R&D et 101 postes de production) sur les 584 que comptent actuellement le site.